

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/IFSC/W/10

30 avril 2002

(02-2456)

Comité directeur du Cadre intégré

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PILOTE POUR LE CADRE INTÉGRÉ AU CAMBODGE, À MADAGASCAR ET EN MAURITANIE

Résumé par le Président, M. l'Ambassadeur H.R. Iversen, des débats au titre
du point C de l'ordre du jour de la quatrième session du
Comité directeur du Cadre intégré - 8 mars 2002

1. Je vais essayer de tirer quelques conclusions qui rendront compte de ce que nous avons discuté et qui, je l'espère, nous seront utiles en ce qui concerne la question importante qui consiste à faire avancer le processus dans son ensemble.
2. Premièrement, en ce qui concerne les trois pays pilotes qui sont concernés, les études diagnostiques et les matrices d'établissement de priorités en matière d'assistance technique sont un succès. Nous avons une bonne idée de ce qu'il faut faire et de l'incidence que pourraient avoir les mesures qui ont été prises. Deux pays (le Cambodge et la Mauritanie) ont organisé des tables rondes sur le Cadre intégré, et le troisième, Madagascar, en organisera une dès que la situation intérieure le permettra. Il est donc nécessaire de passer à la deuxième étape.
3. Deuxièmement, la responsabilité principale en ce qui concerne la coordination du suivi revient manifestement aux administrations nationales des pays bénéficiaires, conformément à l'idée selon laquelle il faut intégrer le commerce aux plans de développement.
4. Troisièmement, les donateurs bilatéraux et les institutions ont fait des déclarations utiles et positives, qui montrent qu'ils sont prêts à aller de l'avant. Tous ont indiqué qu'ils contribueront à l'entreprise en cours, compte tenu de leurs moyens et de leurs mandats respectifs. Les pays bénéficiaires ont intégré cette donnée et semblent savoir clairement à qui ils devraient s'adresser. Les bénéficiaires peuvent exprimer leurs préférences quant au partenaire qui pourrait jouer avec eux le rôle de donateur principal (non pas celui de donateur de dernier recours) pour ce qui est de la coordination du suivi.
5. Quatrièmement, bien qu'il ne soit pas possible à ce stade de désigner formellement des institutions ou des donateurs principaux, nous avons des indications qui nous laissent croire que certains pays bénéficiaires seront en mesure de travailler en partenariat avec un donateur bilatéral principal ou une institution multilatérale principale, afin de faire avancer le processus jusqu'à l'étape suivante.
6. Enfin, l'idée, évoquée par certains intervenants, d'utiliser des sommes provenant du fonds d'affectation spéciale pour faciliter la coordination au cours de la deuxième étape pourrait être examinée. Cela pourrait être compliqué en raison des règles financières, et nous devons voir si les donateurs seraient disposés à accepter que leurs contributions soient ainsi utilisées. Mais l'idée est bonne, et je vais voir d'ici à la prochaine réunion ce qui peut être fait à ce sujet. En ma qualité de Président du Comité directeur, je vais tenter de consulter les parties intéressées.